Le Conseil,

Vu le rapport du 24 mai 2000, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Par délibération n° 1998-3328 du 19 octobre 1998, vous avez approuvé le principe de l'extension de la collecte sélective à l'ensemble du territoire de la Communauté. Cette démarche permet, à l'issue du tri des déchets ménagers, de valoriser différents matériaux de par les filières de recyclage.

Actuellement, les matériaux d'emballage (aluminium, verre, carton, acier et plastique) font l'objet d'une reprise par des filières agréées et désignées dans le cadre du contrat signé avec Eco-Emballage. Les papiers, journaux et magazines, non pris en compte par ce contrat font l'objet d'un traitement par des récupérateurs directement choisis par la Communauté urbaine.

Compte tenu de la nature de ces prestations et des volumes désormais collectés et traités par ces entreprises, il apparaît nécessaire de passer un marché public à la suite d'une consultation.

Les prix de reprise étant supérieurs au coût de la prestation, ce marché se traduirait donc par la perception de recettes pour la Communauté urbaine.

La mise en concurrence permettrait de choisir l'entreprise offrant le prix le plus intéressant pour la reprise des papiers, journaux et magazines et, par là même, le potentiel de recettes le plus élevé pour la Communauté urbaine, tout en garantissant une qualité de service.

Ainsi un appel d'offres ouvert composé de deux lots, ci-après définis, serait lancé en vue de l'établissement de deux marchés à bons de commande, en application des articles 273, 274 et 295 à 298 du code des marchés publics :

- lot n° 1 : reprise de papiers, journaux et magazines provenant des centres de tri avec un seuil minimum annuel en volume de 16 600 tonnes et un seuil maximum annuel en volume de 37 000,

- lot n° 2 : reprise de papiers, journaux et magazines provenant des déchetteries avec un seuil minimum annuel en volume de 3 600 tonnes et un seuil maximum annuel en volume de 6 400.

Ces marchés auraient une durée ferme d'un an, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2001, et seraient reconductibles deux fois une année pour une échéance au 31 décembre 2003.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a émis un avis favorable à leur passation le 16 mai 2000 ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu ses délibérations n° 1995-0052 en date du 25 septembre 1995 et n° 1998-3328 en date du 19 octobre 1998 ;

Vu les articles 273, 274 et 295 à 298 du code des marchés publics ;

Oui l'avis de sa commission environnement, propreté, eau et assainissement ;

DELIBERE

1° - Accepte le dossier de consultation des entrepreneurs qui lui est soumis.

2° - Décide que :

a) - les marchés seront traités par voie d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 273, 274 et 295 à 298 du code des marchés publics,

b) - les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

3° - Autorise monsieur le président à :

a) - accepter et à signer les offres retenues pour valoir actes d'engagement,

b) - accomplir et à signer tous les actes y afférents.

4° - Les recettes correspondantes en fonctionnement seront affectées au budget de la Communauté urbaine - direction de la propreté - exercices 2001 et suivants - centre budgétaire 5 320 :

- centre de gestion 532 200 - compte 708 880 - fonction 812 - ligne de gestion 011 423,

- centre de gestion 532 210 - compte 708 880 - fonction 812 - ligne de gestion 011 438.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,